

Minorités linguistiques et société Linguistic Minorities and Society



Minorités linguistiques et migrations : un chantier de recherche en bonne et due forme Linguistic Minorities and Migrations – A Proper Field of Research

Joel Belliveau

Numéro 2, 2013

Petits dérangements : minorités linguistiques et migrations
Minor Upheavals: Linguistic Minorities and Migrations

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1014842ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1014842ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian
Institute for Research on Linguistic Minorities

ISSN

1927-8632 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Belliveau, J. (2013). Minorités linguistiques et migrations : un chantier de
recherche en bonne et due forme / Linguistic Minorities and Migrations – A
Proper Field of Research. *Minorités linguistiques et société / Linguistic
Minorities and Society*, (2), 3–8. <https://doi.org/10.7202/1014842ar>

Tous droits réservés © Institut canadien de recherche sur les minorités
linguistiques / Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities, 2013

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des
services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique
d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de
l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à
Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Présentation

Minorités linguistiques et migrations : un chantier de recherche en bonne et due forme

Joel Belliveau, rédacteur invité

Département d'histoire, Université Laurentienne

La viabilité démographique est devenue une préoccupation importante dans les pays les plus avancés économiquement depuis un certain nombre d'années. Il s'agit, bien sûr, d'une conséquence de la chute de la natalité qui a eu lieu à partir des années 1960 et du vieillissement de la population qui s'est ensuivi. Plusieurs pays, dont le Canada, dépendent désormais essentiellement de l'immigration pour pallier leur faible taux de natalité. Très exactement, entre 2001 et 2011, le solde migratoire positif du Canada a représenté plus des deux tiers de sa croissance démographique.

Grâce à l'immigration, le défi démographique ne semble donc pas si périlleux pour le pays considéré dans son ensemble. On ne peut toutefois pas en dire autant de chacune de ses provinces constituantes. En effet, jusqu'à maintenant, les variations démographiques ne se sont pas avérées neutres sur les plans géographique et linguistique. Géographiquement, les gains ont eu lieu avant tout dans les grandes villes, les régions rurales et éloignées étant largement ignorées par les néo-Canadiens et Canadiennes. Linguistiquement, ensuite, l'immigration a tendance à favoriser l'espace anglophone au pays, puisque les immigrants adoptent majoritairement l'anglais comme langue véhiculaire (pour nombre de raisons). Même le Québec, dont 80 % de la population a le français comme langue d'usage, ne réussit à attirer qu'un immigrant sur deux dans l'orbite francophone.

Il n'est donc peut-être pas surprenant que, jusqu'à maintenant, les communautés francophones minoritaires, qui sont souvent rurales ou minorisées – ou les deux! –, n'aient pas réussi à tirer leur épingle du jeu en matière d'attraction et de rétention des immigrants. À cette difficulté s'ajoutent des problèmes liés à l'exode de la jeunesse (surtout dans les régions rurales) et à un taux élevé de transfert linguistique (surtout dans les villes). Les statistiques

issues des derniers recensements semblent confirmer ces difficultés. Le nombre total de francophones de langue maternelle à l'extérieur du Québec n'est passé que d'un peu plus de 980 000 en 2001 à un peu moins de 1 008 000 en 2011. Cette faible croissance cache mal le déclin relatif du poids de cette francophonie minoritaire, qui représentait 4,4 % de la population canadienne en 2001, mais seulement 4,0 % en 2011¹.

Bref, il ne semble pas y avoir beaucoup de bonnes nouvelles sur le front démographique en ce qui concerne les communautés francophones minoritaires du Canada. Il ne faut donc pas se surprendre du fait que la sortie des données de recensement a tendance à raviver les inquiétudes séculaires quant à leur viabilité à long terme. Cela est compréhensible : les communautés minoritaires sont, après tout, particulièrement sensibles aux variations de leur population. Leur viabilité dépend en bonne partie du nombre de leurs membres, qui détermine notamment l'étendue des services publics auxquels elles ont droit, comme en témoigne l'expression « là où le nombre le justifie ».

Voilà, en quelques mots, pourquoi la thématique de la viabilité démographique des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) suscite de plus en plus d'intérêt. Les gouvernements ont d'ailleurs commencé à intervenir en la matière² et les études sur le sujet se multiplient. Ce numéro thématique de *Minorités linguistiques et société* espère apporter une contribution à cette importante discussion. Car si les tendances démographiques pèsent lourdement sur le cours de l'histoire, elles n'en déterminent pas l'issue.

Il est intéressant et approprié de noter que tous les articles retenus sont héritiers d'un projet de recherche collectif lancé il y a près de cinq ans par l'Institut canadien de recherche en politiques et en administration publiques (ICRPAP) et l'Institut d'études acadiennes (IEA), tous deux situés à l'Université de Moncton. Le chantier « L'Acadie perd-elle le Nord? » a peu de temps après été scindé en deux. Le volet historique, encore en cours à l'IEA, vise à enrichir les connaissances existantes sur l'histoire migratoire des Acadiens, qui est singulièrement moins bien documentée que celle de leurs cousins d'origine canadienne-française. Le volet contemporain, rebaptisé quelque temps plus tard « Petits dérangements : minorités linguistiques et migrations », pour sa part, espérait contribuer à une meilleure compréhension globale des multiples enjeux démographiques auxquels sont actuellement confrontées les CLOSM ainsi qu'à informer les politiques publiques en la matière. Alors chercheur à l'ICRPAP, j'ai été nommé responsable de ce deuxième volet. Des contributions

-
1. Les réponses multiples aux questions sur la langue parlée ont été réparties également entre les trois grands groupes linguistiques (anglophones, francophones et allophones).
 2. Contentons nous de quelques exemples. Depuis 2001, la *Loi sur l'immigration* fédérale prend en considération ces communautés. De plus, les deux plans d'action successifs sur les langues officielles, adoptés en 2003 et en 2008 par le gouvernement fédéral, se penchent sur leur viabilité. Le dernier, d'ailleurs, reconnaît l'immigration dans les CLOSM comme l'un des dossiers à prioriser. Au provincial aussi, dans certains cas, on commence à bouger sur le front de la démographie et de l'immigration.

financières de l'ICRPAP, de la Société de développement régional du Nouveau-Brunswick, du Secrétariat de la croissance démographique de la même province, de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML) et du Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE) du Nouveau-Brunswick ont permis de financer 7 projets de recherche animés par 13 chercheurs et chercheuses provenant de 5 institutions universitaires distinctes. Des résultats préliminaires ont été partagés avec le public en août 2010 lors du colloque « Les enjeux de la migration en contexte acadien et francophone », organisé par l'ICRML, qui hébergeait à ce point ce volet du chantier. Le présent numéro de *Minorités linguistiques et société* est issu d'un appel de textes lancé à la suite de ce colloque. Comme pour toutes les éditions de la revue, tous les articles reçus ont été soumis à un processus d'évaluation anonyme par des pairs.

Le numéro est composé de trois séries de textes qui s'emboîtent l'une dans l'autre. Les trois premiers articles sont axés sur les représentations : représentations que se font les communautés francophones provinciales de l'immigration et de l'immigrant dans le premier article, proposé par Christophe Traisnel, Isabelle Violette et Nicole Gallant; représentations que se font les migrants francophones de leur région d'origine dans les deux textes subséquents, le premier soumis par Annie Pilote et Lydie Brier et le deuxième, par Maurice Beaudin. Ces deux textes se complètent bien, puisque Pilote et Brier se sont basées sur des données qualitatives tirées d'entrevues, alors que Beaudin a exploité les résultats plus quantifiables d'un sondage.

Comme les textes du duo Pilote-Brier et de Beaudin, le quatrième texte, signé Maurice Beaudin, Éric Forgues et Josée Guignard Noël, porte sur les migrations internes au pays et adopte un point de vue axé sur les régions périphériques. Mais contrairement aux deux articles précédents, qui s'intéressent au vécu, le texte de Beaudin et de ses collaborateurs examine la situation de manière statistique, en comparant deux régions similaires – le nord du Nouveau-Brunswick et le nord-est de l'Ontario – afin de nous donner amplement de points de référence.

Finalement, le cinquième texte, produit par Vincent Roy et Huhua Cao, partage le penchant quantitatif de Beaudin et de ses collaborateurs, mais tranche quelque peu avec les trois textes précédents en ce qu'il s'intéresse à un milieu bénéficiant d'un bilan positif en ce qui concerne la migration de francophones, soit la région urbaine du Grand Moncton. Les auteurs y examinent comment cette immigration (ainsi que les migrations internes dans la ville) y a transformé l'espace urbain.

Bonne lecture!

Correspondance

jbelleliveau@laurentienne.ca

Introduction

Linguistic Minorities and Migrations – A Proper Field of Research

Joel Belliveau, Guest Editor

History Department, Laurentian University

Demographic viability is a major concern that the most economically developed countries have been facing for a number of years. This, of course, is a result of the drop in the birthrate that began in the 1960s and the aging of the population that ensued. Many countries, including Canada, now depend on immigration in order to mitigate their low birthrate. In fact, between 2001 and 2011, the positive net migration rate in Canada accounted for over two-thirds of the population growth.

Thanks to immigration, the demographic challenge does not seem to be daunting for the country as a whole. However, this is not the case for individual provinces. Up to now, demographic variations have not been neutral from either the geographic or the linguistic point of view. Geographically, the gains have benefited large cities for the most part, since new Canadians usually avoid rural and distant areas. Linguistically, immigration has tended to favour English-speaking regions of the country because, for various reasons, the majority of immigrants choose English as their common language. Even in the province of Quebec, where 80% of the population speaks French in the home, only one out of two immigrants have been attracted to the Francophone sphere.

Therefore, it is perhaps not surprising that Francophone minority communities, which are often rural or in a minority situation at the local level (or both), have not managed to attract and retain immigrants. In addition, there are the problems associated with the exodus of young people (mainly from rural areas) and the high rate of language shift (mainly in the cities). Statistics from recent censuses seem to confirm these problems. Outside the province of Quebec, the total number of maternal tongue Francophones has only increased from 980,000 in 2001 to about 1,008,000 in 2011. This small growth barely masks the

relative decline in the strength of the Francophone minority which constituted 4.4% of the population of Canada in 2001, but only 4.0% in 2011.¹

In short, good news about the demography of Francophone minority communities in Canada seems very limited. As might be expected, the publication of census data tends to revive century-old fears about long-term viability. This is understandable, since minority communities are particularly sensitive to variations in their population. To a large extent, their viability depends on their numbers which in turn determine the range of public services to which they are entitled, as indicated by the expression “where numbers warrant.” Those are some of the reasons why the topic of demographic viability of the official language minority communities (OLMC) has generated increasing interest. Governments have started taking action² and studies on the topic have multiplied. It is hoped that this issue of *Linguistic Minorities and Society* will contribute to this important discussion. While demographic trends weigh heavily on the course of history, they do not determine the outcome.

It is interesting and appropriate to note that all the articles chosen are the result of a collective research project undertaken about five years ago by the Canadian Institute for Research on Public Policy and Public Administration (CIRPPPA) and the Institut d'études acadiennes (IEA) at the Université de Moncton. The initial research topic “L'Acadie perd-elle le Nord?” (Is Acadie losing its North?³), was split in two. The IEA continues to work on the historic component of the research under its initial name. (Our knowledge of the Acadians' migratory history has been much less documented, to date, than that of their French Canadian cousins). The contemporary component of the research was renamed “Petits dérangements : minorités linguistiques et migrations” (Small expulsions: linguistic minorities and migrations). It was designed to contribute to a better understanding of the numerous demographic issues facing official language minority communities and thus enlighten public policies on the matter. As a researcher employed at the time by the CIRPPPA, I was in charge of this aspect of the research. Seven research projects led by thirteen researchers from five different university establishments received funding from the CIRPPPA, the New Brunswick Regional Development Corporation, the New Brunswick Population Growth Secretariat, the Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities (CIRLM), and the New Brunswick Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE).

-
1. The multiple responses to questions about the language spoken were distributed equally between the three main linguistic groups (Anglophones, Francophones and Allophones).
 2. We will limit ourselves to a couple of examples. Since 2001, the federal *Immigration and Refugee Protection Act* has taken into account these communities. In addition, the two successive action plans on official languages, adopted in 2003 and 2008 by the federal government, concentrate on the viability of these communities. In fact, the latter recognizes immigration in the OLMC as one of the issues to be prioritized. In some cases, there has also been some movement at the provincial level in the area of demography and immigration.
 3. This is a play on words, since “perdre le nord” is an expression meaning “to become disoriented”, while much of the French-speaking population of New Brunswick lives in its northern regions.

Preliminary findings were made public in August 2010 during a conference entitled “Les enjeux de la migration en contexte acadien et francophone” which was organized by the CIRLM. The call for papers after the conference provided the content for this issue of *Linguistic Minorities and Society*. As is the case for every issue of the journal, all the articles were submitted to an anonymous peer review process.

The issue is comprised of five articles forming three overlapping groups. The first three articles focus on representations: Christophe Traisnel, Isabelle Violette and Nicole Gallant examine the way in which provincial Francophone communities portray immigration and the immigrant; in two complementary articles Annie Pilote and Lydie Brier, on the one hand, and Maurice Beaudin, on the other, examine how Francophone migrants portray their native region. Pilote and Brier based their study on qualitative data taken from interviews, whereas Beaudin used more quantifiable results from a survey.

As is the case in the articles by Pilote and Brier and by Beaudin, the fourth article by Maurice Beaudin, Éric Forgues and Josée Guignard Noël, looks at migrations inside the country with a focus on peripheral regions. However, contrary to the two previous articles which are based on lived experiences, Beaudin and his collaborators examine the context from a statistical point of view and compare two similar regions, namely northern New Brunswick and northeastern Ontario. This provides us with numerous points of reference.

In the fifth and final article, Vincent Roy and Huhua Cao also use a quantitative approach, but unlike the authors of the three preceding articles, they focus on a location that has benefited from a positive balance with regard to the migration of Francophones, namely the urban region of greater Moncton. They examine how this immigration (along with internal migrations in the city) has transformed the urban space.

We hope you will find this issue enlightening!

Contact

jbelleveau@laurentian.ca